

## 78.01.03 Animation pastorale, Etudes et Portage

1. Base réglementaire PSN	
Fonds	FEADER
Type d'intervention RDR 4	Echange de connaissances et diffusion information
Base réglementaire : article du PSN	article 78-01
Intitulé dispositif régional NAQ	<b>Animation pastorale, Etudes et Portage</b>
Indicateurs de résultats associés	R.01 Améliorer les performances grâce aux connaissances et à l'innovation : nombre de personnes bénéficiant d'une aide en matière de conseil, de formation, d'échange de connaissances ou participant à des PEI
Indicateurs de réalisation associés	O.33 Nombre d'actions ou d'unités de formation, de conseil et de sensibilisation bénéficiant d'une aide
Description du dispositif régional (objectifs, enjeux, périmètre)	<p>Le maintien de la compétitivité des activités agricoles en zone de montagne a été identifié comme l'un des axes de la stratégie régionale agricole de Nouvelle-Aquitaine.</p> <p>L'animation pastorale et les prestations liées favorisent l'émergence de projets sur les territoires. Les études préalables, notamment les diagnostics pastoraux doivent être accompagnés pour évaluer l'évolution des besoins afin de s'adapter aux évolutions sociétales et environnementales. Les structures d'animation permettent un lien rapproché entre tous les acteurs du territoire pastoral.</p> <p>Les systèmes agricoles en zone de montagne et dans les espaces naturels à vocation pastorale doivent être soutenus pour valoriser et assurer le maintien de ces pratiques favorables à la préservation de l'environnement.</p>
Date indicative de démarrage du dispositif	2024.
2. Eligibilité	
Bénéficiaires éligibles	<p><b>A- Pour l'animation et les études</b>, les bénéficiaires éligibles sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <a href="#">Les Collectivités gestionnaires d'estives et de pâturages collectifs (communes, syndicats de communes, commissions syndicales)</a>,</li> <li>• Les organismes chargés de l'animation du territoire pastoral,</li> <li>• Les Chambres d'Agriculture,</li> <li>• L'Association des Elus de Montagne (ADEM),</li> <li>• Les autres Associations agricoles et loi 1901 à vocation pastorale.</li> <li>• Les Syndicats Mixtes à compétence pastorale pour les études seulement.</li> </ul> <p><b>B- Pour les prestations de portage</b>, les bénéficiaires éligibles sont les suivants :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les Collectivités gestionnaires d'estives et de pâturages collectifs (communes, syndicats de communes, commissions syndicales),</li> <li>• Les autres Associations agricoles et les Associations Loi 1901 à vocation pastorale,</li> <li>• Les Syndicats Mixtes à compétence pastorale.</li> </ul>
Conditions d'éligibilité	<p>La capacité technique du bénéficiaire et de son équipe, amenés à réaliser des actions d'animation pastorale ou des prestations de portage.</p> <p><u>Cohérence avec les plans de développement :</u>  <u>L'Instance de Concertation Montagne/Pastoralisme du PSR est consultée pour avis sur la cohérence des différents programmes (PSR, CPIER, Plan Montagne, Plan Avenir Pastoralisme) avec l'ensemble des partenaires :</u>  - <u>pour les communes du Massif des Pyrénées et du Massif Central : les projets en cohérence avec le Contrat de Plan Inter-régional Etat-Régions pour le Massif des Pyrénées et pour le Massif Central (CPIER) 2021-2027,</u>  - <u>pour les communes de la zone à vocation pastorale de Dordogne définie par le préfet de département : les projets en cohérence avec les plans de développement du pastoralisme.</u></p>
Coûts éligibles	<p>- Accompagnement de la politique d'animation pastorale pour encourager l'émergence de projets sur le territoire sur le Massif pyrénéen et le Massif central</p> <p>- Accompagnement du portage en estives (hélicoptage et muletage) de matériels et de fromages d'estive pour maintenir et développer les pratiques pastorales sur le Massif pyrénéen</p> <p>Sont retenues les dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les dépenses directes du personnel affecté à l'opération (salaires, gratifications contractuelles, charges salariales et patronales),</li> <li>• les dépenses en prestations externes,</li> <li>• les dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement,</li> <li>• <u>la TVA non récupérable, pour tous les organismes (droit public et droit privé) sur la base d'une attestation du Centre des Finances Publiques,</u></li> <li>• <u>les frais généraux : études externes préalables aux volets Animation et Portage.-</u></li> </ul>
Inéligibilités	<p>Ne sont pas éligibles les coûts de montage du dossier de demande de subvention FEADER et les frais de structure, les consommables.</p> <p>La TVA est inéligible lorsqu'elle est totalement ou partiellement récupérée par la structure.</p>

Eligibilité temporelle des dépenses	<p><u>Dépenses éligibles à partir du dépôt de la demande d'aide, après parution de l'appel à projets.</u></p> <p><u>Pour les dossiers du volet Animation, les dépenses sont éligibles à partir du 1er janvier de l'année d'ouverture de l'appel à projet, sous réserve de dépôt préalable d'une pré-demande d'aide.</u></p> <p><u>Pour les dossiers des volets Etudes et Portage, les dépenses sont éligibles après dépôt de la demande d'aide, à partir de la parution de l'appel à projets.</u></p>
Eligibilité géographique	<p>Les projets doivent être localisés dans les zones de pastoralisme traditionnel, c'est-à-dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ la zone « Massif Pyrénéen » (décret du 16 janvier 2004 modifié par décret du 8 septembre 2016), ainsi que la commune pastorale d'Urrugne reconnue par arrêté du Préfet du département.</li> <li>○ la zone « Massif central » (décret du 16 janvier 2004 modifié par décret du 8 septembre 2016) correspondant aux 3 départements limousins (Haute Vienne, Corrèze, Creuse)</li> <li>○ la zone à vocation pastorale de Dordogne définie par arrêté du Préfet du département.</li> </ul> <p>Siège social ou administratif en Nouvelle-Aquitaine, avec exclusion des prestations réalisées sur les zones pastorales situées dans les autres régions françaises. Les autres régions financent les prestations réalisées sur leur territoire.</p>
Ligne de partage PSN/crédits Région	Aucune autre aide publique ne soutient les actions décrites dans cette fiche, il n'y a pas de risque de double financement.
Ligne de partage FESI	Les GAL ne pourront pas mobiliser leur enveloppe LEADER pour des typologies d'actions éligibles au présent dispositif.
<b>3. Modalités d'octroi de l'aide</b>	
Principes de sélection	<p>Les dossiers seront sélectionnés sur la base des principes de sélection suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Projet confortant la transition agroécologique, l'adaptation au changement climatique, le bien-être animal, les effets positifs du pastoralisme sur l'environnement et le paysage</li> <li>• Projet favorisant la réduction de la pénibilité du travail</li> <li>• Projet favorisant le renouvellement générationnel en encourageant la présence des nouveaux gardiens en estives</li> <li>• Projet en lien avec une diversification des revenus de l'exploitation, réorientation ou reconversion de production</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Projet caractérisant et prenant en compte en amont les enjeux environnementaux et la protection des espèces</li> <li>• Projet encourageant l'utilisation de la zone intermédiaire et des zones de pâturage en déprise</li> </ul>
Fonctionnement du dispositif	Appel à projets
Bonifications éventuelles	Non concerné
Montants et taux maximum d'aide publique	A- Pour l'animation et les études : 70% maximum B- Pour les prestations de portage : 80% maximum Les conditions de mise en œuvre seront précisées dans les documents de mise en œuvre.
<b>4. Nature et montant de l'aide</b>	
Taux de cofinancement FEADER	60%
Type de soutien	Subvention
Top up	<del>Non concerné</del> Oui
Co financeurs principaux/ponctuels	Région –Départements – <del>Etat</del> – <u>Maîtres d'ouvrages publiques</u>
<b>5. calcul du montant de l'aide</b>	
Plancher (en dépenses éligibles)	Non concerné
Plafonds (en dépenses éligibles)	A- Pour l'animation et les études : plafond maximum de 60 000€ B- Pour les prestations de portage : plafond maximum de 150 000€ Les conditions de mise en œuvre seront précisées dans les documents de mise en œuvre.
Modalités de versement	2 versements maximum (modalités définies dans les documents de mise en œuvre)
Recours à des options de coûts simplifiés (OCS)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de personnel : application de barèmes standards de coût unitaire (coûts horaire) distinguant deux catégories de postes « cadre » et « hors cadre » dont les montants sont actualisés en fonction de l'évolution de l'indice de coût du travail INSEE et inscrits dans les documents de mise en œuvre.</li> <li>• <del>Coûts indirects : taux forfaitaire de 15% appliqué sur le montant de dépenses de personnel obtenu après application du barème standard de coût unitaire.</del></li> <li>• Frais de déplacement : taux forfaitaire de 8% appliqué sur le montant de dépenses de personnel obtenu après application du barème standard de coût unitaire. Les frais de déplacement sont plafonnés à 1 300€</li> </ul> Les modalités d'application de ces OCS seront précisées dans les documents de mise en œuvre.
Précisions éventuelles sur le calcul appliquées à certaines catégories de dépenses	Non concerné

Règlementation aides d'Etat	Soumis à l'Article 42 du TFUE
Maintien des dépenses	Non concerné